

Content

Bekendmaking Fonds ter Bestrijding van Uithuiszettingen.	1
Publicité du Fonds flamand de lutte contre les expulsions.	1
Kostprijs verjaring grote fraudezaak.	3
Coût de la prescription d'une fraude de grande ampleur.	3
Feiten tegen de openbare orde en gevaar voor de nationale veiligheid door personen met verblijfsrecht op ons grondgebied.	4
Atteinte à l'ordre public et danger pour la sécurité nationale.- Droit de séjour sur notre territoire.	4
Toepassing wet op de verruimde minnelijke schikkingen.	5
Application de la loi relative aux transactions pénales élargies.	5
Multidisciplinaire onderzoeksteams. - Strijd tegen sociale en fiscale fraude	6
Les équipes d'enquête multidisciplinaires de lutte contre la fraude sociale et fiscale	6
Feiten in Oost-Vlaanderen door personen zonder verblijfsrecht.	9
Les infractions en Flandre orientale par des personnes sans droit de séjour.	9

Le 28 avril, le Conseil des ministres a approuvé le projet de texte en deuxième lecture et le projet a été soumis au Conseil d'État pour avis. Ensuite, la signature par le chef de l'État et la publication au *Moniteur belge* seront préparées. En d'autres termes, j'attends maintenant l'avis du Conseil d'État. Cet avis aurait dû être rendu le 6 juin, mais le Conseil d'État a demandé un délai supplémentaire et il est désormais attendu pour le 30 juin. Compte tenu de l'importance de ce dossier, j'ai approuvé ce report. Après la publication, mes services informeront en détail par le biais de tous les canaux d'information l'ensemble des parties prenantes de ces nouveautés réglementaires.

Comme vous le soulignez à juste titre, le projet d'arrêté royal contient plusieurs dispositions relatives au congé d'aidant et au congé de naissance. Sans anticiper la publication de l'arrêté royal au *Moniteur belge*, je tiens à préciser que nous avons toujours eu l'intention de rendre les deux régimes de congé conformes à la directive. Par ailleurs, il m'a semblé évident d'éliminer autant que possible les différences entre le régime des contractuels, celui des statutaires et celui des travailleurs du secteur privé. Enfin, nous permettons également aux membres du personnel/pères qui ne cohabitent pas avec la mère de l'enfant de prendre un congé de naissance.

**Vice-premier ministre et ministre de la Justice,
chargé de la Mer du Nord**

DO 2022202319508

**Question n° 1760 de Madame la députée Marijke Dillen
du 14 mars 2023 (N.) au Vice-premier ministre et
ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:**

Publicité du Fonds flamand de lutte contre les expulsions.

Le ministre flamand du Logement a lancé une campagne en vue d'améliorer la notoriété du Fonds flamand de lutte contre les expulsions (*Fonds ter Bestrijding van Uithuiszettingen* - FBU).

Op 28 april heeft de Ministerraad de ontwerptekst in tweede lezing goedgekeurd en het ontwerp werd overgemaakt aan de Raad van State voor advies. Nadien zal de ondertekening door het Staatshoofd en de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* worden voorbereid. Ik wacht met andere woorden nu het advies van de Raad van State af. Er was voorzien dat dit advies gegeven zou worden tegen 6 juni. De Raad van State heeft gevraagd om meer tijd te krijgen om dit advies te verstrekken, namelijk tegen 30 juni. Gezien de belangrijkheid van dit dossier heb ik dit toegestaan. Mijn diensten zullen na de publicatie alle betrokkenen via alle informatiekkanalen grondig informeren over deze reglementaire nieuwigheden.

Zoals u terecht aanhaalt bevat het ontwerp van koninklijk besluit verschillende bepalingen rond het zorgverlof en het geboorteverlof. Zonder vooruit te lopen op de publicatie van het koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad* wil ik zeker en vast meegeven dat het altijd onze bedoeling is geweest om de beide verlofregelingen richtlijnconform te maken. Daarnaast leek het me evident om de verschilpunten tussen de regeling voor contractuelen, statutairen en werknemers in de privésector zo veel mogelijk weg te werken. Tot slot maken we het ook mogelijk voor personeelsleden/vaders die niet samenwonen met de moeder van het kind om eveneens het geboorteverlof op te nemen.

**Vice-eersteminister en minister van Justitie, belast
met de Noordzee**

DO 2022202319508

**Vraag nr. 1760 van Mevrouw de
volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van
14 maart 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en
minister van Justitie, belast met de Noordzee:**

Bekendmaking Fonds ter Bestrijding van Uithuiszettingen.

De bevoegde Vlaamse minister van Wonen heeft een campagne opgestart om meer bekendheid te geven aan het Fonds ter Bestrijding van Uithuiszettingen (FBU).

Sur le terrain, la méconnaissance de ce Fonds entraîne des expulsions domiciliaires ou des litiges locatifs qui pourraient être évités. En cas d'arriérés de loyer, le locataire ou le bailleur peut conclure un contrat d'encadrement avec le CPAS, par lequel le CPAS s'engage à accompagner le locataire dans le remboursement des arriérés de loyer et à permettre au bailleur de récupérer une partie de ces arriérés. À titre d'intervention pour son encadrement, le CPAS peut obtenir par dossier, en plus d'une indemnité forfaitaire, un montant pouvant aller jusqu'à 60 % des arriérés de loyer.

Tant que les arriérés de loyer n'augmentent pas et que le locataire respecte son plan de remboursement, il ne pourra pas être expulsé. Dans la pratique, il ressort des dossiers locatifs traités devant le juge de paix que cette possibilité n'est que peu ou pas utilisée.

Je présume que vous avez connaissance de cette possibilité.

Quelles initiatives avez-vous prises afin de promouvoir cette possibilité auprès des juges de paix compétents et de proposer des formations en la matière?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 17 mai 2023, à la question n° 1760 de Madame la députée Marijke Dillen du 14 mars 2023 (N.):

Conformément au Codex flamand - articles 5.30 et 5.31 notamment - le CPAS peut décider d'office ou sur réception d'une notification de retard de paiement d'un locataire d'aider spécifiquement ce locataire à régler ses arriérés de loyer. Le Fonds octroie une indemnisation conformément à l'article 5.31, premier alinéa, si les conditions fixées aux présentes sont remplies.

Afin de rendre effective cette faculté, l'article 1344ter, § 2, du Code judiciaire prévoit une obligation particulière pour le greffier du juge de paix d'adresser une copie de la demande d'expulsion au CPAS du domicile ou de la résidence du locataire, à moins que le locataire ne s'oppose à la communication au CPAS dans un délai de deux jours après la convocation par pli judiciaire ou la signification d'acte. L'article 1344ter, § 5, stipule ensuite que le CPAS doit offrir son assistance de la manière la plus appropriée et dans le cadre de sa mission légale.

De l'incertitude de ce Fonds résulte en pratique des expulsions ou des litiges locatifs que l'on peut éviter. Lorsque un locataire ou un bailleur conclut un contrat d'encadrement avec le CPAS, le CPAS s'engage à accompagner le locataire dans le remboursement des arriérés de loyer et à permettre au bailleur de récupérer une partie de ces arriérés. À titre d'intervention pour son encadrement, le CPAS peut obtenir par dossier, en plus d'une indemnité forfaitaire, un montant pouvant aller jusqu'à 60 % des arriérés de loyer.

Tant que les arriérés de loyer n'augmentent pas et que le locataire respecte son plan de remboursement, il ne pourra pas être expulsé. Dans la pratique, il ressort des dossiers locatifs traités devant le juge de paix que cette possibilité n'est que peu ou pas utilisée.

Je présume que vous avez connaissance de cette possibilité.

Quelles initiatives avez-vous prises afin de promouvoir cette possibilité auprès des juges de paix compétents et de proposer des formations en la matière?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 17 mei 2023, op de vraag nr. 1760 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 14 maart 2023 (N.):

Conformément au Codex flamand - articles 5.30 et 5.31 notamment - le CPAS peut décider d'office ou sur réception d'une notification de retard de paiement d'un locataire d'aider spécifiquement ce locataire à régler ses arriérés de loyer. Le Fonds octroie une indemnisation conformément à l'article 5.31, premier alinéa, si les conditions fixées aux présentes sont remplies.

Afin de rendre effective cette faculté, l'article 1344ter, § 2, du Code judiciaire prévoit une obligation particulière pour le greffier du juge de paix d'adresser une copie de la demande d'expulsion au CPAS du domicile ou de la résidence du locataire, à moins que le locataire ne s'oppose à la communication au CPAS dans un délai de deux jours après la convocation par pli judiciaire ou la signification d'acte. L'article 1344ter, § 5, stipule ensuite que le CPAS doit offrir son assistance de la manière la plus appropriée et dans le cadre de sa mission légale.

Cette notification vise à prévenir l'expulsion ; dans le cas contraire, le législateur aurait pu se contenter d'une simple notification du jugement prévue à l'article 1344*sexies* du Code judiciaire. L'obligation supplémentaire spéciale de conciliation en ce qui concerne les procédures d'expulsion offre également un point de départ pour des mesures d'accompagnement visant à empêcher une expulsion effective.

Les juges de paix sont donc conscients de cette possibilité: le Code judiciaire y fait indirectement référence. Il appartient ensuite au locataire d'utiliser cette possibilité avec l'aide du CPAS et de l'utiliser lors de l'audience devant le juge de paix.

Pour le reste, la politique du logement et le fonctionnement des CPAS relèvent des compétences des entités fédérées.

DO 2022202319514

Question n° 1764 de Madame la députée Marijke Dillen du 14 mars 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Coût de la prescription d'une fraude de grande ampleur.

À la suite de ma question orale n° 34494C concernant la prescription d'une fraude vinicole de grande ampleur (*Compte rendu intégral*, Chambre, 2022-2023, CRIV 55 COM 1021), il m'a été indiqué que le coût total de ce dossier pour l'État s'élevait à environ 964.000 euros.

Merci de communiquer la composition détaillée de ce montant.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 17 mai 2023, à la question n° 1764 de Madame la députée Marijke Dillen du 14 mars 2023 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

Deze kennisgeving is gericht op het voorkomen van de uithuiszetting; anders had de wetgever kunnen volstaan met slechts een kennisgeving van het vonnis zoals voorzien in artikel 1344*sexies* van het Gerechtelijk Wetboek. Ook de bijzondere bijkomende verplichting tot verzoening inzake procedures tot uithuiszetting, biedt een aanknopingspunt voor begeleidingsmaatregelen ter voorkoming van een effectieve uithuiszetting.

Vrederechters zijn dus op de hoogte van deze mogelijkheid: het Gerechtelijk Wetboek verwijst er indirect naar. Het is dan aan de huurder om met de hulp van het OCMW van deze mogelijkheid gebruik te maken en er op de zitting voor de vrederechter gebruik van te maken.

Voor de rest zijn het woonbeleid en de werking van de OCMW's bevoegdheden van de deelstaten.

DO 2022202319514

Vraag nr. 1764 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 14 maart 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Kostprijs verjaring grote fraudezaak.

Naar aanleiding van mijn mondelinge vraag nr. 34494C betreffende de verjaring van een grote fraudezaak in wijnen (*Integraal Verslag*, Kamer, 2022-2023, CRIV 55 COM 1021) werd verklaard dat de totale kostprijs van dit dossier voor de Staat ongeveer 964.000 euro bedraagt.

Graag een gedetailleerde samenstelling van dit bedrag.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 17 mei 2023, op de vraag nr. 1764 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 14 maart 2023 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).

DO 2022202319867

Question n° 1799 de Monsieur le député Tomas Roggeman du 31 mars 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Atteinte à l'ordre public et danger pour la sécurité nationale. - Droit de séjour sur notre territoire.

En vertu des articles 21 et 22, la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration peut retirer le droit de séjour des personnes qui portent atteinte à l'ordre public ou qui constituent un danger pour la sécurité nationale.

1. Ces cinq dernières années, combien de personnes bénéficiant d'un droit de séjour ont été condamnées pour atteinte à l'ordre public? Veuillez fournir un aperçu annuel en précisant la nationalité des personnes en question.

2. Ces cinq dernières années, combien de personnes bénéficiant d'un droit de séjour sur notre territoire ont constitué un danger pour la sécurité nationale? Veuillez fournir un aperçu annuel en précisant la nationalité des personnes en question ainsi que, si possible, la raison pour laquelle elles constituaient un danger pour la sécurité nationale.

3. Ces cinq dernières années, combien de dossiers le SPF Justice a-t-il transférés à l'Office des étrangers (OE) dans le cadre d'une atteinte à l'ordre public ou d'un danger pour la sécurité nationale? Veuillez fournir un aperçu annuel.

4. Que pensez-vous d'un renforcement de la coopération entre le SPF Justice et l'OE pour le retrait du droit de séjour des personnes qui portent atteinte à l'ordre public ou qui constituent un danger pour la sécurité nationale?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 15 mai 2023, à la question n° 1799 de Monsieur le député Tomas Roggeman du 31 mars 2023 (N.):

1. La situation administrative relative au droit de séjour au moment des faits sanctionnés ou ultérieurement, lors de la condamnation ne sont pas repris dans le casier judiciaire. Les chiffres demandés ne sont pas disponibles.

2. La Sûreté de l'État (VSSE) ne dispose pas de statistiques sur la proportion entre les personnes ayant un droit de séjour et les personnes sans droit de séjour qui constituent une menace pour la sécurité nationale ou qui y contribuent. En effet, cette notion dépasse l'enquête ou le dossier.

DO 2022202319867

Vraag nr. 1799 van De heer volksvertegenwoordiger Tomas Roggeman van 31 maart 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Feiten tegen de openbare orde en gevaar voor de nationale veiligheid door personen met verblijfsrecht op ons grondgebied.

Op basis van artikelen 21 en 22 kan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie het verblijfsrecht intrekken van personen die feiten plegen tegen de openbare orde of een gevaar vormen voor de nationale veiligheid.

1. Hoeveel personen met een verblijfsrecht werden in de afgelopen vijf jaren veroordeeld voor feiten tegen de openbare orde? Graag een jaarlijks overzicht met vermelding van de nationaliteit van de persoon in kwestie.

2. Hoeveel personen, met verblijfsrecht op ons grondgebied, vormden in de afgelopen vijf jaren een gevaar voor de nationale veiligheid? Graag een jaarlijks overzicht met vermelding van de nationaliteit en zo mogelijk de reden waarom ze de status van gevaar voor de nationale veiligheid droegen.

3. Voor hoeveel personen maakte in de afgelopen vijf jaren de FOD Justitie een dossier over aan de Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ) in het kader van feiten tegen de openbare orde of een gevaar voor de nationale veiligheid? Graag een jaarlijks overzicht.

4. Hoe staat u tegenover een intensievere samenwerking tussen de FOD Justitie en de DVZ met het oog op het intrekken van het verblijfsrecht van personen die feiten plegen tegen de openbare orde of een gevaar vormen voor de nationale veiligheid?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 15 mei 2023, op de vraag nr. 1799 van De heer volksvertegenwoordiger Tomas Roggeman van 31 maart 2023 (N.):

1. De administratieve situatie betreffende het verblijfsrecht op het tijdstip van de bestrafte feiten of later, op het tijdstip van de veroordeling wordt niet in het strafregister opgenomen. De gevraagde cijfers zijn niet beschikbaar.

2. De Veiligheid van de Staat (VSSE) heeft geen statistieken over de ratio mensen met een verblijfsrecht/mensen zonder verblijfsrecht die deel uitmaken of bijdragen tot een dreiging tegen de nationale veiligheid. Dit begrip overstijgt immers het concrete onderzoek of dossier.

3. En partant de l'hypothèse que vous ne visez pas le SPF Justice qui transfère des notes à l'Office des Etrangers, je peux vous communiquer le nombre de notes que la VSSE a préparé pour l'Office des étrangers:

- 2018: 286;
- 2019: 169;
- 2020: 136;
- 2021: 154;
- 2022: 97.

Ces notes concernent pour la majeure partie des réponses aux questions de l'Office des étrangers. Occasionnellement, la VSSE communique également des données pertinentes de sa propre initiative.

Le nombre de notes établies à l'attention de l'Office des étrangers a considérablement diminué en 2022 en raison d'un changement d'approche au sein de la VSSE. Les règles de transmission des informations sont devenues plus strictes à la suite des recommandations du Comité R. Outre le renforcement des critères, le service remonte désormais moins loin dans le temps pour signaler les aspects problématiques (les informations ne sont considérées comme pertinentes dans ce contexte que lorsqu'elles ont moins de cinq ans).

4. La coopération entre l'Office des étrangers et la Justice en ce qui concerne les retraits se déroule correctement. L'Office des étrangers dispose de 18 accompagnateurs de retour dans les prisons qui contribuent à faciliter la procédure de retrait. Les greffes des différents tribunaux reçoivent également des demandes de l'Office des étrangers pour transmettre les jugements définitifs qui servent de base à la décision de retrait. Pour plus d'informations sur les démarches à entreprendre, veuillez vous adresser à la secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, qui est responsable des retraits de droit de séjour.

En ce qui concerne la coopération avec la VSSE, je peux vous informer que la coopération avec l'Office des étrangers se déroule également correctement, en partie grâce à la présence d'un officier de liaison de l'Office des étrangers à la VSSE.

3. Ervan uitgaande dat u niet de FOD Justitie bedoelde die nota's overmaakte aan de dienst Vreemdelingenzaken, kan ik meedelen hoeveel nota's de VSSE opmaakte voor de dienst Vreemdelingenzaken:

- 2018: 286;
- 2019: 169;
- 2020: 136;
- 2021: 154;
- 2022: 97.

Deze nota's betreffen voor het overgrote deel antwoorden op vragen van de dienst Vreemdelingenzaken. Occasioneel meldt de VSSE ook op eigen initiatief relevante gegevens.

Het aantal nota's ter attentie van de Dienst Vreemdelingenzaken daalde in 2022 significant als gevolg van een gewijzigde aanpak binnen de VSSE. De regels voor het overmaken van informatie werden strenger als gevolg van aanbevelingen van het Comité I. Naast het aanscherpen van de criteria gaat de dienst nu ook minder lang terug in de tijd voor het melden van problematische aspecten (informatie wordt in dit kader pas als relevant beschouwd wanneer deze recenter is dan vijf jaar).

4. De samenwerking tussen de Dienst Vreemdelingenzaken en Justitie op vlak van intrekkingen verloopt goed. De dienst Vreemdelingenzaken heeft in de gevangnissen 18 terugkeerbegeleiders die de procedure tot intrekking mee faciliteren. Ook de griffies van de verschillende rechtbanken ontvangen vragen vanuit de Dienst Vreemdelingenzaken om definitieve vonnissen over te maken die als basis dienen voor de beslissing tot intrekking. Voor meer info welke stappen er ondernomen worden richt u zich best tot de staatssecretaris voor Asiel en Migratie die bevoegd is voor de intrekking van het verblijfsrecht.

Wat de samenwerking met de VSSE betreft kan ik meedelen dat de samenwerking met de Dienst Vreemdelingenzaken ook goed verloopt, mede door de aanwezigheid van een verbindingsambtenaar van de Dienst Vreemdelingenzaken bij de VSSE.

DO 2022202319928

Question n° 1808 de Madame la députée Marijke Dillen du 11 avril 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Application de la loi relative aux transactions pénales élargies.

En 2011, la loi existante relative aux transactions pénales élargies a été modifiée afin de permettre aux inculpés de racheter leur procès, même pour des délits graves.

1. Pouvez-vous fournir un aperçu de l'application de cette loi au cours des cinq dernières années? Veuillez établir une répartition sur une base annuelle et par arrondissement judiciaire.

2. Pouvez-vous fournir un aperçu des recettes que la transaction pénale élargie a permis de générer? Veuillez établir une répartition selon les mêmes critères.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 16 mai 2023, à la question n° 1808 de Madame la députée Marijke Dillen du 11 avril 2023 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

DO 2022202319974

Question n° 1811 de Madame la députée Katja Gabriëls du 13 avril 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Les équipes d'enquête multidisciplinaires de lutte contre la fraude sociale et fiscale (QO 35665C).

Dans le cadre de la lutte contre la fraude, l'accord de gouvernement prévoit la création d'équipes d'enquête multidisciplinaires de la police judiciaire fédérale (PJF), les dénommées MOTEM.

Ces MOTEM existent depuis un certain temps déjà dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale. La PJF y travaille en collaboration avec les services d'inspection sociale, sous la direction du ministère public, dans des dossiers importants de fraude sociale organisée.

DO 2022202319928

Vraag nr. 1808 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 11 april 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Toepassing wet op de verruimde minnelijke schikkingen.

In 2011 werd de bestaande wet op de verruimde minnelijke schikking gewijzigd waardoor ook voor zware feiten verdachten hun proces kunnen afkopen.

1. Kunt u een overzicht geven van de toepassing van deze wet tijdens de laatste vijf jaar? Graag een opsplitsing op jaarbasis en per gerechtelijk arrondissement.

2. Graag een overzicht van de bedragen die deze verruimde minnelijke schikking heeft opgebracht? Graag zelfde opsplitsing.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 16 mei 2023, op de vraag nr. 1808 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 11 april 2023 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).

DO 2022202319974

Vraag nr. 1811 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Katja Gabriëls van 13 april 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Multidisciplinaire onderzoeksteams. - Strijd tegen sociale en fiscale fraude (MV 35665C).

In de strijd tegen fraude voorziet het regeerakkoord in de oprichting van multidisciplinaire onderzoeksteams van de federale gerechtelijke politie (FGP), de zogenaamde MOTEM's.

In het kader van sociale fraude bestaan dergelijke MOTEM's al enige tijd. De FGP werkt er samen met de sociale inspectiediensten, onder leiding van het openbaar ministerie aan zware dossiers van georganiseerde sociale fraude.

Le 9 février 2023, le Collège des procureurs généraux a émis des directives pour les MOTEM qui seront organisées dans le cadre de la fraude fiscale.

1. Combien de MOTEM "sociales" et "fiscales" fonctionnent-elles actuellement?

2. Combien de membres du personnel de la police travaillent-ils au sein de ces MOTEM?

3. Quels sont jusqu'à présent les résultats de ces MOTEM?

4. Quels sont les points forts des MOTEM et les améliorations à y apporter, eu égard notamment à la dimension internationale de problématiques telles que la fraude sociale et la fraude fiscale?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 17 mai 2023, à la question n° 1811 de Madame la députée Katja Gabriëls du 13 avril 2023 (N.):

1. Pour l'instant, sept MOTEM ont été créées dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale.

Concernant la fraude sociale, elles sont au nombre de 112.

S'agissant des 112 enquêtes sur la fraude sociale, il convient de noter que ces chiffres sont basés sur le monitoring interne réalisé par la police judiciaire fédérale (DGJ).

Il s'agit de 112 enquêtes multidisciplinaires, en ce sens qu'un ou plusieurs services d'inspection collaborent avec la DGJ.

2. La directive MOTEM de la DGJ ne prévoit pas un nombre spécifique de chercheurs financiers pour les MOTEM.

La cour d'appel attachée à chaque directeur judiciaire s'engage toutefois à répondre favorablement aux demandes des MOTEM, sur le plan tant quantitatif que qualitatif.

3. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur les MOTEM chargées de la lutte contre la fraude fiscale (il ne s'est pas encore écoulé suffisamment de temps depuis la mise en place de la COL 02/2023). Cependant, leur plus-value a déjà clairement été démontrée à la suite de l'intervention du parquet européen (EPPO), le 28 mars 2023, dans le dossier *Silk Road* visant la fraude à grande échelle; dans le cadre de cette enquête, il a été fait appel aux MOTEM fiscales, récemment créées.

De manière générale, la collaboration avec les différents services d'inspection se déroule très bien en ce qui concerne les MOTEM chargées de la lutte contre la fraude sociale.

Op 9 februari 2023 heeft het College van procureurs-generaal richtlijnen uitgevaardigd voor de MOTEM's die georganiseerd zullen worden in het kader van fiscale fraude.

1. Hoeveel "sociale" en "fiscale" MOTEM's zijn er momenteel lopende?

2. Hoeveel personeelsleden van de politie zijn tewerkgesteld binnen deze MOTEM's?

3. Wat zijn tot op heden de resultaten van deze MOTEM's?

4. Welke zijn de sterke punten van de MOTEM's en welke de verbeterpunten? Onder andere ook met het oog op de internationale dimensie van problematieken zoals sociale en fiscale fraude.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 17 mei 2023, op de vraag nr. 1811 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Katja Gabriëls van 13 april 2023 (N.):

1. Er zijn momenteel zeven MOTEM's opgericht in het kader van fiscale fraude.

Wat de MOTEM's van sociale fraude betreft, gaat het om 112.

Wat de 112 onderzoeken naar sociale fraude betreft, zij erop gewezen dat deze cijfers gebaseerd zijn op interne monitoring door de federale gerechtelijke politie (DGJ).

Het gaat om 112 multidisciplinaire onderzoeken, in die zin dat één (of meer) inspectiedienst(en) samenwerkt(werken) met het DGJ.

2. De MOTEM-richtlijn van DGJ voorziet niet in een specifiek aantal financiële onderzoekers voor MOTEM.

Het hof van beroep verbonden aan elke gerechtelijk directeur verbindt zich er echter toe de MOTEM-verzoeken positief te beantwoorden, zowel in kwantitatief als in kwalitatief opzicht.

3. Het is voorbarig om te antwoorden met betrekking tot de MOTEM in het kader van fiscale fraude (er is nog niet genoeg tijd verstreken sinds de tenuitvoerlegging van de COL 2/2023). Toch werd de meerwaarde al duidelijk naar aanleiding van de tussenkomst van het Europees openbaar ministerie (EPPO) op 28 maart 2023 in het zogenaamde dossier *Silk Road* naar grootschalige fraude; voor dit onderzoek werd beroep gedaan op de recent opgerichte fiscale MOTEM.

De samenwerking met de verschillende inspectiediensten op het gebied van de MOTEM sociale fraude is over het algemeen zeer goed.

4. Concernant les MOTEM chargées de la lutte contre la fraude fiscale, nous n'avons pas suffisamment de recul.

La seule déclaration que nous pouvons faire à ce stade est que la COL 02/2023 est arrivée au bon moment afin de répondre à un besoin dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale grave liée à la criminalité organisée.

Concernant les MOTEM chargées de la lutte contre la fraude sociale, la DGJ ouvrira un nouveau chapitre en s'organisant désormais par cour d'appel. En effet, la directive précitée (point 1 de la question) de la DGJ requiert expressément de s'aligner sur la loi d'optimisation de 2014 en se structurant au niveau des cours d'appel. Cette modification dans l'organisation, qui fera l'objet d'une phase de transition, devra évidemment être évaluée dans quelques mois.

Quant à la situation actuelle des MOTEM chargées de la lutte contre la fraude sociale, la DGJ attend des éléments sur quelques points concernant les services d'inspection pour pouvoir améliorer la collaboration.

À savoir:

- L'image:

o très peu d'informations communiquées par les services d'inspection (p. ex. les e-PV ne sont pas transmis aux corps d'intervention);

o pas de mesure des prestations des services d'inspection;

o image des phénomènes et des tendances en matière de fraude sociale grave et organisée:

i. Rôle du Service d'Information et de Recherche Sociale?

ii. Rôle de la cellule de soutien fraude sociale?

o considération effective de l'approche répressive, même si elle implique la proposition d'une transaction pénale élargie.

- Services d'inspection du tableau organique:

o certains arrondissements (comme le Hainaut) ne comptent pas suffisamment d'inspecteurs sociaux.

4. Wat de MOTEM met betrekking tot fiscale fraude betreft, beschikken wij niet over voldoende kennis achteraf.

Het enige wat we in dit stadium kunnen zeggen is dat de COL 2/2023 op het juiste moment is gekomen om tegevoet te komen aan een behoefte in de strijd tegen ernstige fiscale fraude in het kader van de georganiseerd criminaliteit.

Wat de MOTEM's voor sociale fraude betreft, zal het DGJ een nieuw hoofdstuk openen door zich voortaan per hof van beroep te organiseren. De hierboven (punt 1) vermelde richtlijn van de DGJ vraagt immers uitdrukkelijk om zich af te stemmen op de optimalisatiewet 2014, door zich te structureren op het niveau van de hoven van beroep. Deze organisatiewijziging, die een overgangsfase zal doormaken, zal uiteraard over enkele maanden moeten worden geëvalueerd.

Als we moeten kijken naar de huidige situatie op het vlak van MOTEM sociale fraude, wacht de DGJ op enkele punten met betrekking tot de inspectiediensten om beter te kunnen samenwerken.

Deze omvatten:

- Beeldvorming:

o zeer weinig informatie van de inspectiediensten (bijv. E-PV's worden niet doorgegeven aan de interventiekorpsen);

o geen meting van de prestaties van de inspectiediensten;

o beeld van verschijnselen en trends in ernstige en georganiseerde sociale fraude:

i. Rol van de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst?

ii. Rol van de ondersteuningscel sociale fraude?

o effectieve overweging van de repressieve aanpak, zelfs als dit betekent dat een uitgebreide strafverrichting wordt voorgesteld.

- Organieke tabel inspectiediensten:

o in sommige arrondissementen (bijv. Henegouwen) zijn er te weinig sociale inspecteurs.

DO 2022202320012

Question n° 1817 de Monsieur le député Tomas Roggeman du 17 avril 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Les infractions en Flandre orientale par des personnes sans droit de séjour:

Les chiffres figurant dans les réponses aux précédentes questions parlementaires qui vous ont été adressées indiquent qu'un tiers de nos prisons sont peuplées de personnes sans droit de séjour sur notre territoire.

1. Combien de fois, au cours des cinq dernières années, une personne sans droit de séjour sur notre territoire a-t-elle été condamnée par un tribunal dans l'arrondissement judiciaire de Flandre orientale? Veuillez fournir un aperçu annuel avec une ventilation par tribunal et par nationalité.

2. Dans combien des cas précités la personne sans droit de séjour sur notre territoire a-t-elle été privée de sa liberté et détenue dans un établissement pénitentiaire? Veuillez fournir un aperçu annuel, ventilé par nationalité.

3. Pour quelles infractions les personnes sans droit de séjour ont-elles été condamnées par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Flandre orientale au cours des cinq dernières années? Veuillez fournir un aperçu annuel des infractions et des tribunaux.

4. Pensez-vous qu'il serait bon qu'une personne sans droit de séjour condamnée purge sa peine dans son pays d'origine? Comment envisagez-vous cette possibilité en collaboration avec votre collègue ministre des Affaires étrangères et la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 25 mai 2023, à la question n° 1817 de Monsieur le député Tomas Roggeman du 17 avril 2023 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

DO 2022202320012

Vraag nr. 1817 van De heer volksvertegenwoordiger Tomas Roggeman van 17 april 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Feiten in Oost-Vlaanderen door personen zonder verblijfsrecht.

Uit cijfers in antwoorden op eerdere parlementaire vragen die aan u werden gericht blijkt dat onze gevangenis voor één derde worden bevolkt door personen zonder verblijfsrecht op ons grondgebied.

1. Hoeveel keer werd, in de afgelopen vijf jaren, een persoon zonder verblijfsrecht op ons grondgebied veroordeeld in een rechtbank binnen het gerechtelijk arrondissement Oost-Vlaanderen? Graag een jaarlijks overzicht met opsplitsing per rechtbank en per nationaliteit.

2. In hoeveel van bovenstaande gevallen werd de persoon zonder verblijfsrecht op ons grondgebied van zijn vrijheid beroofd en opgesloten in een penitentiaire instelling? Graag een jaarlijks overzicht, per nationaliteit.

3. Voor welke feiten werden personen zonder verblijfsrecht in de afgelopen vijf jaren veroordeeld in de rechtbanken binnen het gerechtelijk arrondissement Oost-Vlaanderen? Graag een jaarlijks overzicht van de feiten en de rechtbanken.

4. Bent u van mening dat het een goed idee zou zijn om een veroordeelde persoon zonder verblijfsrecht zijn/haar straf te laten uitzitten in het land van herkomst? Hoe zal u hieraan tegemoet komen, in samenwerking met uw collega-minister van Buitenlandse Zaken en de staatssecretaris voor Asiel en Migratie?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 25 mei 2023, op de vraag nr. 1817 van De heer volksvertegenwoordiger Tomas Roggeman van 17 april 2023 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).